

Un discours en trompe l'œil !

Le président de la République est intervenu 90 minutes sur trois chaînes de télévision à une heure de grande écoute. On pouvait donc penser qu'il avait quelque chose de nouveau et d'important à dire. Dans son style toujours aussi démagogique, il n'a fait que confirmer ce que le Premier ministre et les autres membres du gouvernement répètent depuis des semaines.

Le président Sarkozy tente de « jouer la montre » en annonçant des réunions, des thèmes de discussions qui pourraient traîner en longueur, ... mais **en ne disant rien de concret**, et en se gardant bien de chiffrer les pistes proposées, **alors qu'il faut des réponses immédiates aux problèmes urgents des salariés** : pouvoir d'achat, emploi contre la précarité, services publics.

« *Je vais recevoir toutes les organisations syndicales le 18 février* » a dit Sarkozy.

Les 8 syndicats doivent opposer un front uni au président et au MEDEF ; c'est une demande forte des salariés, et l'Union syndicale Solidaires y est très favorable. C'est indispensable pour imposer une autre logique sociale, comme le demande la plate-forme intersyndicale.

Sarkozy rappelle que son gouvernement a donné des milliards aux banquiers, et il se permet d'ajouter à l'attention de tout ceux qui survivent aujourd'hui sans un centime pour finir leurs mois, dans la précarité, l'angoisse du lendemain, etc. « ça ne vous a pas coûté un centime, au contraire ça vous a rapporté de l'argent » !

Ses seules réponses concrètes sont pour dire « non à l'université en ébullition », « non au secteur hospitalier ou à la fonction publique ». Pas un mot sur la grève générale en Guadeloupe ou en Martinique. Rien pour les ouvriers mis au chômage, rien pour toutes celles et tout ceux à qui les patrons imposent du temps partiel. **Et à ceux qui ont le minimum, il dit non à l'augmentation du SMIC.**

On a assisté à une nouvelle, et longue, opération de communication pour nous expliquer les bienfaits de la politique gouvernementale ! Que les Français la désavouent massivement, que la journée de grèves et de manifestations du 29 janvier ait vu plus de deux millions de personnes descendre dans la rue, ne l'émeut guère.

Monsieur Sarkozy essaie de faire croire qu'il a de la compassion pour les victimes de la crise, mais il oublie de dire que cette crise est celle du système capitaliste, du libéralisme à tout crin qu'il défendait si ardemment. Et il persiste dans une politique qui, non seulement n'aidera pas à en sortir, mais ne peut que l'aggraver notamment en réduisant une fois encore les recettes fiscales.

Pour l'Union syndicale Solidaires, il faut prendre immédiatement des mesures d'urgence de protection de la population face à une crise qui s'aggrave de jour en jour. **Il faut imposer une forte augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux et l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits. Il faut garantir le maintien de la rémunération et de la protection sociale des salariés quelle que soit leur situation.** Au-delà, il faut diriger l'activité économique vers la satisfaction des besoins sociaux (notamment la construction de logements) et la mise en œuvre des impératifs écologiques (par exemple donner la priorité à des voies ferrées pour le fret et non à des routes).

Il est clair aujourd'hui que le président de la République n'est prêt ni à changer de politique, ni même à en discuter le contenu. Il faut donc maintenant poursuivre et amplifier encore la mobilisation populaire, le plus vite possible. C'est cette perspective que l'Union syndicale Solidaires mettra en avant lors de la réunion intersyndicale du 9 février.